



Droit des Affaires
des Pays d'Afrique
Francophone

Ohada Legis
www.ohadalegis.com

Cabinet Mandessi Bell



*Parce que aujourd'hui plus que
jamais, tout franc investi doit
l'être dans une sécurité
optimale.*

Cabinet Mandessi Bell

239 Rue Surcouf. Bonanjo. B. P. 2884. Douala. Cameroon.
Tél & Fax : (237) 343 19 65
Email : cabmandessi@yahoo.fr - cabmandessi@ifrance.com
Website : Ohada legis www.ohadalegis.com



Le *Cabinet Mandessi Bell* est un cabinet d'avocats intervenant dans divers projets d'investissements et de développement seul ou en collaboration avec d'autres professionnels.

La présente plaquette a été réalisée à l'intention de nos clients actuels et futurs.

Elle comprend une présentation de nos domaines d'intervention, de l'éventail des principaux services professionnels que nous proposons ainsi que de nos réalisations.

Si vous souhaitez des informations complémentaires sur notre structure, il vous est possible de contacter **Me MANDESSI BELL Evelyne** à nos bureaux situés :

239 Rue Surcouf. Bonanjo. Douala. Cameroun. BP. 2884

Tél.: (237) 43 19 65. Fax : (237) 43 19 65.

Courrier électronique: cabmandessi@yahoo.fr/cabmandessi@ifrance.com





*Des compétences au service de la sécurité
de votre investissement parce que aujourd'hui
plus que jamais, tout franc investi
doit l'être dans une sécurité optimale.*



► *Nos domaines d'intervention :*

Les projets d'investissement et de développement sur financements locaux et/ou internationaux :

- . au Cameroun
- . et dans la Zone Ohada (*) à travers un réseau d'avocats "**Le réseau Ohada Legis**".

► *Nos clients :*

- . Les établissements bancaires
- . Les sociétés du secteur para-public
- . Le secteur privé
- . Les organismes internationaux.

(*) La Zone Ohada est un espace de droit uniforme regroupant plus de 16 pays d'Afrique Francophone ainsi que d'autres pays.

.../...



L'EVENTAIL DE NOS SERVICES

Nous fournissons à nos clients une assistance juridique et fiscale en vue de leur permettre de maîtriser les contingences liées au démarrage de leurs activités, les incidences des situations résultant de leur gestion courante aussi bien que du développement de leurs activités, le cas échéant celles imposées par la nécessité de fermeture de la société.

◇ *Conseils et assistance liés au démarrage des activités*

- Choix de la structure la mieux adaptée aux activités envisagées en tenant compte des contraintes et opportunités de la législation en vigueur en matière de droit et fiscalité des affaires et des investissements,
- constitution de la structure, établissement et/ou révision des documents contractuels des partenaires et interlocuteurs de la société (employés, clients, fournisseurs etc ...) en conformité avec la réglementation en vigueur.
- assistance et représentation de la société cliente dans ses rapports avec ses divers interlocuteurs lors du démarrage des activités.

◇ *Conseils et assistance liés à la gestion courante des activités des clients*

- Conseils sur les solutions à adopter face aux incidences des situations relevant de la gestion courante de la société,
- établissement des actes et conventions liés à cette gestion courante, tenue des assemblées sociales ...
- examen et révision le cas échéant des actes et documents proposés par les interlocuteurs de la société dans le cadre de ses activités ...
- assistance et représentation de la société dans ses rapports avec ses divers interlocuteurs dans le cours normal de ses activités.

.../...

◇ *Conseils et assistance liés au développement des activités des clients*

- Conseils sur les solutions à adopter face aux situations nouvelles résultant du développement des activités de la société aux fins de maîtrise des incidences juridiques et fiscales en découlant,
- établissement des actes, documents et conventions requis lors de cette phase,
- examen et révision le cas échéant des actes et documents proposés par les interlocuteurs de la société lors de cette phase,
- assistance et représentation de la société dans ses rapports avec ses interlocuteurs et partenaires lors de cette phase.

◇ *Suivi du précontentieux et du contentieux susceptible de résulter des activités des clients.*

◇ *Audit juridique et fiscal.*

◇ *Conseils et assistance dans l'éventualité d'un ralentissement ou d'un arrêt des activités des clients :*

- Conseils sur les solutions à adopter en cas de ralentissement ou de fermeture envisagée de la société aux fins de maîtrise des incidences juridiques et fiscales liées à cette situation,
- assistance et représentation de la société dans ses rapports avec ses interlocuteurs et partenaires lors de cette phase d'extinction des activités de la société.

◇ *Formation professionnelle*

Nous assurons la formation professionnelle des employés de nos clients eu égard à leur environnement légal et réglementaire, dans le cadre de séminaires et ateliers d'information et de formation, ainsi que la formation de formateurs ...

◇ *Divers*

Conception de manuels, brochures, guides et fascicules pour utilisation interne des services ou utilisation externe (ex : clients, usagers, public).



.../...

PARMI NOS REALISATIONS ...

◇ *Etudes et mise en place de projets d'investissements* : Exemples :

- *Mise en place de la Banque Meridien Biao Cameroun Sa.*
- « *Etude de faisabilité de la mise en place d'un Projet Palmier Lokoundje* » aux fins de relance des investissements dans ce secteur. Ministère de l'Agriculture. Yaoundé.

◇ *Assistance juridique en matière de mise en place de garanties*

Mise en place de garanties aux crédits au secteur bancaire camerounais : assistance et conseils juridiques à la mise en place de garanties requises par les établissements financiers dans le cadre de la mise en place de leurs financements, avec des banques telles que l'ex- Banque Paribas Cameroun, la CCEI, l'ex-Meridien Biao Cameroun et conseils en matière de gestion de ces garanties. (1984-1994).

◇ *Restructuration, privatisations d'entreprises du secteur public et para-public, restructuration de filières.*

- *Privatisations* : assistance juridique dans le cadre des dossiers de privatisation d'entreprises agro-industrielles du secteur public et para-public. Commission Technique de Réhabilitation des Entreprises du secteur Public et Parapublic. Yaoundé). Privatisation:

- . Projet Pilote laitier de Ngaoundéré
- . Société Camerounaise de Tabac (SCT)
- . Régie Nationale des Chemins de Fer du Cameroun (Régifercam)
- . Société des Hévéas du Cameroun (Hévécam)
- . Société Camerounaise de Palmeraies (Socapalm)
- . Société Camerounaise de Développement du Coton (Sodecoton)
- . Cameroon Sugar Company (Camsuco).

- *Restructuration* : Exemples :

- *2ème Projet de Développement Urbain/Audit opérationnel des Directions des Domaines et du Cadastre et du marché foncier.* Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat. Yaoundé. Cameroun.

- *Audit opérationnel du Palais des Congrès de Yaoundé.* Commission Technique de Réhabilitation des Entreprises du Secteur Public et Para-public. Yaoundé.

.../...

- *Etude de Faisabilité d'un Programme d'Appui au Développement Agricole de la Région Tabacole de l'Est Cameroun.* Ministère de l'Agriculture. Yaoundé. Cameroun.

◇ *Expérience en matière de conseils en législation et d'élaboration de réglementation ou de réformes législatives*

▪ *Projet de développement urbain/Restructuration Zone Nylon.*

Mission d'Aménagement des Terrains Urbains et Ruraux. Agence de Restructuration de la Zone Nylon (Maetur-Aran). Douala.Cameroun.

▪ *Etude du fonctionnement du système de recouvrement des créances bancaires par l'extension du privilège du Trésor aux établissements bancaires au Cameroun.*

▪ *Audit du fonctionnement du système juridique camerounais en matière de liquidation d'entreprises du secteur public et para-public lié au programme de réhabilitation de ce secteur.*

Commission Technique de Réhabilitation des Entreprises du Secteur Public et Para-public. Yaoundé. Cameroun.

▪ *Evaluation du fonctionnement du système juridique camerounais en matière de droit des affaires (droit bancaire) lors de la dévaluation du Franc CFA et rédaction d'un article sur « La responsabilité du banquier en matière d'exécution d'ordres de virement en rapport avec la dévaluation du Franc CFA».* Revue Penant n° 816 Oct-Déc. 1994. Editions d'Iéna. Ediana. Paris.

▪ *Etude de la Stratégie de l'Habitat Urbain.* Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme. Cotonou. Bénin.

◇ *Autres : stock option plans.*

Réalisation, mise en place et audit de **stock option plans** depuis 1995 notamment pour les sociétés Pfizer, NCR, Mobil, Schlumberger ...

◇ *Services de formation professionnelle.*

Dans le cadre de Form'action. Douala. Parmi les séminaires élaborés et animés:

- Séminaires aux opérateurs du secteur bancaire sur le privilège du trésor étendu aux banques (1989),
- Séminaires d'imprégnation des opérateurs économiques sur le nouveau Code du travail camerounais (1992), sur le Droit Ohada du recouvrement des créances sur les entreprises en difficulté (1999).



■ ■

DIRECTION

Me Evelyne MANDESSI BELL

Avocat conseil.
Consultante.

◇ *Profil académique*

- Doctorat d'Etat en droit (*). UER de Droit et de Sciences Politiques de Dijon. France. Septembre 1984.
- DESS. CAAE (Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises. Institut d'Administration des Entreprises. Université de Paris I. Paris. France. Février 1981.
- Licence es lettres Anglais. UER des Pays Anglophones. Université de Paris III. Sorbonne Nouvelle. Paris. France. 1977.

◇ *Domaines de spécialités* : droit des affaires, droit bancaire, droit foncier et immobilier, droit des contrats et des investissements internationaux, audit juridique.

Consultante principale en matière de formation professionnelle.

◇ *Langues*

Français: langue maternelle.
Anglais : lu, parlé, écrit : bien.

◇ *Associations professionnelles et autres*

- Membre du Barreau des Avocats du Cameroun.
- Responsable du Réseau d'avocats Ohada Legis et actuelle Responsable du site de Droit des Affaires Ohada Legis.
- Membre de l'Association des Anciens Elèves de l'Institut d'Administration des Entreprises de Paris (IAE).

(*) thèse sur les transferts de technologie au Cameroun incluant une analyse des divers contrats et financements utilisés dans l'agro-industrie camerounaise pendant les décennies 1970-80.

◇ *Parmi les publications :*

▪ *Parmi les ouvrages :*

- Droit foncier au Cameroun. Aspects théoriques et pratiques. 1985.
- Recueil des décisions de la Cour Suprême du Cameroun en matière de contentieux fiscal. Braine. 1987.
- Guide de la nouvelle réglementation camerounaise sur les marchés publics. Braine. 1987.
- Droit camerounais du recouvrement des créances et exercice des privilèges. Form'action. 1989.
- Nouvelle législation économique du Cameroun commentée (régime des privatisations, des investissements, de la zone franche industrielle). Braine. 1992.
- Le nouveau Code des Investissements du Cameroun. Braine. 1992.
- Le statut des entreprises du secteur public et para-public au Cameroun. Form'action. 1995.
- Précis de gestion du pré-contentieux et du contentieux de l'entreprise. Ohada Legis. 2000.
- Le nouveau Code pétrolier/ Ohada Legis 2000.
- et participation, au sein des Avocats de Ohada Legis, aux ouvrages "Doing Business in 2004" et "Doing Business in 2005", copubliés par la Banque Mondiale, la Société Financière Internationale et Oxford University Press. 2004 (http://rru.worldbank.org/doing_business).

▪ *Parmi les articles :*

- « Le recouvrement des créances commerciales au Cameroun » (coauteur) in Guide pratique du recouvrement des créances et du renseignement commercial dans les pays ACP. Association des Organismes d'Assurance-Crédit à l'Exportation et de Promotion du Commerce Extérieur « Union de Dakar ». 1989.
- « Le nouveau régime d'incitations fiscales en matière de rachat d'entreprises en difficulté institué par la Loi de finances 1989-1990 ». Panorama n° 1 p. 1-15.
- « Investissements étrangers et Codes des Investissements. La pratique camerounaise en matière de conventions d'établissement ». Panorama n° 2.
- « La responsabilité du banquier en matière d'exécution d'ordres de virement en rapport avec la dévaluation du Franc CFA ». Revue Penant n° 816 Oct-Déc. 1994. Editions d'Iéna. Ediana. Paris. France.

